



ÉCONOMIE

Les investissements étrangers restent aimantés par les États-Unis

En recul dans le monde, ils ont progressé en Amérique en 2024, selon l'ONU, et la tendance reste positive avec Trump.

Armelle Bohineust

Le recul de la mondialisation se poursuit... au profit des Américains. Les investissements étrangers (IDE), les sommes investies par une société dans un autre pays, ont reculé l'an dernier, indique le dernier rapport de l'agence de l'ONU spécialisée dans le commerce et le développement (Cnuced). Les IDE - corrigés de la volatilité des flux financiers - ont reculé de 11 % au niveau mondial en 2024 pour s'établir à 1500 milliards de dollars.

Et cette tendance devrait se poursuivre, dans le contexte ambiant de tensions. Après deux années consécutives de baisse, les perspectives pour 2025 restent « négatives » pour l'investissement étranger en raison des incertitudes créées par la guerre commerciale menée par Donald Trump depuis son retour à la Maison-Blanche, indique l'agence de l'ONU. Compte tenu des risques politiques croissants, du renforcement de la surveillance des investissements étrangers dans de nombreux États et de l'incertitude mondiale, les entreprises privilégient l'investissement intérieur ou dans des pays proches considérés comme des « amis ».

Dans ce contexte morose, les États-Unis, portés notamment par les incitations à investir outre-Atlantique du président Joe Biden avec son programme IRA (Inflation Reduction Act), font figure d'exception. Alors que le recul des investissements étrangers est particulièrement marqué dans les économies développées (-22 % en 2024), le pays où Donald Trump multiplie à son tour les incitations fiscales reste la première destination mondiale de ces flux, en hausse de 20 %, avec quelque 279 milliards de dollars investis. Washington est sur le haut du podium aussi bien pour le nombre de nouvelles usines (2460) que de projets internationaux (277).

C'est tout le contraire de l'Europe, où les investissements étrangers chutent de 58 %, à 220 milliards de dollars, mal-

gré le nombre important de projets : 1193 au Royaume-Uni, troisième destination mondiale sur ce critère et 887 en Allemagne, cinquième destination. La France affiche un recul de 19 % pour le montant total des investissements étrangers. Le baromètre du cabinet EY classait l'Hexagone en tête, dans l'UE, par le nombre d'investissements. Dans le reste du monde, l'Amérique latine recule tandis que l'Afrique ainsi que l'Asie, première destination par région, résistent malgré le désintérêt pour la Chine, en recul de 29 % pour la deuxième année consécutive, avec seulement 116 milliards de dollars. Les flux augmentent de 10 % dans les pays du Sud-Est réunis dans le groupement Asean. Globalement, dans les pays en développement, les flux entrants sont stables, à 867 milliards de dollars.

Le ralentissement des investissements à l'étranger est d'autant plus inquiétant, pointe le rapport, que dans de trop nombreuses économies, les capitaux ne sont pas dirigés vers les secteurs essentiels, c'est-à-dire les infrastructures, l'énergie, les technologies et autres « industries moteurs de la création d'emplois ». La baisse a été particulièrement forte dans les secteurs essentiels à la réalisation des objectifs de développement durable : énergies renouvelables (-31 %), transports (-32 %) et eau et assainissement (-30 %).

« La mondialisation recule »

« Trop d'économies sont laissées pour compte, non pas parce qu'elles manquent de potentiel, mais parce que le système continue d'acheminer les capitaux là où c'est le plus facile, et non là où ils sont nécessaires », pointe Rebeca Grynspan, secrétaire générale de l'agence de l'ONU. « Les barrières s'élèvent. La mondialisation recule », déplore de son côté Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU. L'institution propose non seulement d'investir davantage, mais aussi de favoriser « les projets à long terme, inclu-

sifs et alignés sur le développement durable ». Cela est nécessaire « en particulier dans l'économie numérique, où les lacunes en matière d'infrastructures, de compétences et de politiques risquent de laisser de nombreux pays à la traîne », insistent les auteurs du rapport.

D'autres organisations s'inquiètent pour les finances des pays en développement. Sous la houlette du pape François, soucieux, comme son successeur, Léon XIV, de voir la dette mondiale s'alléger, une trentaine d'économistes, emmenés par le Prix Nobel Joseph Stiglitz et l'ex-ministre argentin de l'Économie Martin Guzman, ont publié vendredi un rapport alarmiste sur le poids de la dette des pays pauvres. Aujourd'hui, 3,3 milliards de personnes vivent dans des pays qui dépensent plus pour le service de la dette que pour la santé, déplorent-ils, en proposant, entre autres mesures, l'annulation pure et simple des dettes jugées insoutenables ou la participation obligatoire des créanciers privés aux processus d'annulation ou restructuration des pays en difficulté. Un appel adressé aux participants à la conférence internationale sur le financement du développement qui démarre le 30 juin à Séville. ■

RECU MONDIAL

1500 milliards

Montant des investissements directs étrangers (IDE) mondiaux, en recul de 11 %.

279 milliards

Montant des IDE aux États-Unis en 2024, en hausse de 20 %.

220 milliards

Montant des IDE dans l'Union européenne, en recul de 58 %.

Montants en dollars, en 2024.

